



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de la condition féminine

FEWO



NUMÉRO 022



2^e SESSION



41^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le lundi 5 mai 2014



Présidente

Mme Hélène LeBlanc

Comité permanent de la condition féminine

Le lundi 5 mai 2014

• (1530)

[Français]

La présidente (Mme Hélène LeBlanc (LaSalle—Émard, NPD)): Bonjour, tout le monde. Bienvenue à la 22^e réunion du Comité permanent de la condition féminine.

Aujourd'hui, le comité continue son étude sur le leadership économique et la prospérité des Canadiennes.

Conformément à une entente intervenue entre les partis, la réunion va se terminer à 16 h 45, ce qui nous laisse 1 heure 15 minutes en compagnie des deux groupes de témoins que nous recevons. Par la suite, il y aura une réunion du sous-comité.

Je souhaite la bienvenue aux témoins que nous recevons aujourd'hui. Je les remercie de venir partager leur expertise avec nous.

C'est avec plaisir que j'accueille Mme Victoria Lennox, que j'ai déjà rencontrée lors d'une réunion du Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie il y a environ un an, si je me souviens bien. Elle est cofondatrice et première dirigeante de Startup Canada.

Nous avons aussi le plaisir d'accueillir Mme Laura Cattari et Mme Brenda Thompson, membres du conseil d'administration de Canada sans pauvreté.

Bienvenue à vous toutes.

J'invite Mme Lennox à commencer sa présentation.

Vous disposez de 10 minutes.

[Traduction]

Mme Victoria Lennox (co-fondatrice et première dirigeante, Startup Canada): Bonjour à tous. Je tiens à remercier le comité de m'avoir invitée à parler de la prospérité des Canadiennes. Je vais surtout vous parler de l'importance d'encourager les femmes à se lancer en affaires et de soutenir les entrepreneures.

Je vais faire une brève allocution, puis je me ferai un plaisir de répondre à toutes les questions que vous désirez me poser.

Je suis cofondatrice et première dirigeante de l'organisme Startup Canada, un réseau communautaire qu'administrent des bénévoles et qui regroupe plus de 80 000 entrepreneurs dans tout le Canada. Le réseau Startup compte 400 partenaires et 20 centres communautaires situés partout au pays. Vendredi dernier, nous avons fêté le deuxième anniversaire de notre propre démarrage. Notre réseau comprend 40 % de femmes, et 15 % de nos organismes partenaires fournissent des services qui s'adressent spécialement aux femmes.

Je suis une entrepreneure en série. Quand j'étais à l'université, j'ai fondé un club pour les entrepreneures que nous avons appelé Oxford Women in Business. Aujourd'hui, j'aide plusieurs organismes axés sur les services aux femmes qui soutiennent et habitent l'entrepreneuriat chez les femmes tels que Robogals en Australie, qui enseigne aux jeunes filles la robotique et l'innovation, et Astia

Europe qui forme et prépare les femmes à faire de l'investissement providentiel. Au Canada, je soutiens l'organisme CanWIT, qui jumelle des jeunes femmes à des mentors dans le domaine de la technologie.

J'ai fondé Startup Canada dans le but d'aider le Canada à devenir le meilleur endroit au monde où les hommes et les femmes puissent lancer et développer une entreprise. En s'exprimant au nom des entrepreneurs canadiens, Startup Canada mène une initiative communautaire nationale qui vise à développer un écosystème entrepreneurial dynamique afin de générer de la prospérité.

En 2012, nous avons effectué une tournée dans tout le pays. Nous avons parlé à 20 000 Canadiens dans 40 collectivités pour exporter notre mission et notre mandat à grande échelle. Depuis, Startup Canada a concentré ses efforts sur l'unification et sur le renforcement de nos collectivités communautaires dans tout le Canada, de Fredericton à Winnipeg et de Smithers à Nanaimo afin de relier les entrepreneurs en ligne et en personne. Nous avons lancé des initiatives visant à enrichir une culture d'entrepreneuriat en présentant des réussites et en alimentant cette conversation dans les médias. Nous nous sommes placés en tête pour représenter tous les entrepreneurs du Canada.

Startup Canada est une plate-forme nationale de développement collectif de l'entrepreneuriat. C'est un outil de développement économique que nous pouvons exploiter.

Je sais que votre comité a entendu dire que 14 % des femmes seulement sont propriétaires d'une petite entreprise. Startup Canada favorise l'entrepreneuriat des femmes en leur offrant du mentorat et en les encourageant à se joindre à des réseaux de soutien ainsi qu'à des programmes accélérateurs et incubateurs et à d'autres initiatives qui favorisent l'entrepreneuriat chez les femmes.

Statistique Canada nous a appris que les petites et moyennes entreprises génèrent plus de la moitié du PIB du secteur des affaires au Canada. Statistique Canada affirme que 47 % des femmes sont prêtes à courir le risque de fonder une entreprise, soit une augmentation de 23 % au cours des 10 dernières années. Pendant cette même période, ce pourcentage n'a augmenté que de 10 % chez les hommes.

Je suis convaincue qu'en plus de femmes se lanceraient en affaires si nous pouvions leur fournir les ressources, le réseau et la culture nécessaires pour atténuer un peu les risques. C'est le rôle que Startup Canada a décidé d'assumer.

Startup Canada a pris soin de nommer une directrice de l'engagement chargée d'améliorer l'entrepreneuriat chez les femmes. Nous veillons à engager, à refléter et à représenter les femmes dans tous nos programmes et dans notre structure de gouvernance.

Aujourd'hui, je désire présenter cinq recommandations à votre comité. Selon moi, nous pourrions améliorer cinq choses pour que les femmes participent mieux encore au domaine de l'entrepreneuriat.

Tout d'abord et avant toute chose, il faut que nous soutenions beaucoup mieux l'apprentissage des jeunes filles en science, en technologie, en génie et en maths et que nous les éduquions très tôt dans le domaine des affaires en organisant des jeux, des réseaux et de l'apprentissage.

Deuxièmement, il faut que nous nous efforcions de faire connaître des modèles exemplaires qui inspirent les jeunes filles et les femmes. Il faut que nous fassions plus d'efforts pour parler de ces modèles et pour les honorer dans notre milieu d'entrepreneuriat.

Troisièmement, il faut que nous favorisions le mentorat en aidant les femmes à trouver des mentors qui les aident à concrétiser leurs idées et à les mettre sur pied.

Quatrièmement, il faut que nous facilitions l'accès à du soutien et à des réseaux en aidant les femmes à communiquer entre elles électroniquement et en personne pour favoriser le développement de leurs entreprises.

Et enfin, il faut que nous leur donnions accès à des garderies. Les services de garderie sont chers, ce qui empêche les entrepreneures à engager plus d'un employé. Elles ne peuvent donc pas développer leurs entreprises et créer de l'emploi pour le Canada.

Il n'existe aucun organisme central qui relie les entrepreneures de tout le Canada pour soutenir les ressources et les réseaux et pour vraiment représenter et honorer les femmes de partout au pays. Notre organisme administré par des bénévoles s'efforce de remplir ce rôle, mais nous pourrions en faire beaucoup plus.

• (1535)

En conclusion, nous soutenons tous les investissements et toutes les mesures qui enrichissent la culture d'entrepreneuriat au Canada. Nous sommes convaincus qu'en enrichissant l'écosystème de l'entrepreneuriat, nous créerons de meilleurs emplois pour les femmes. Le Programme canadien des accélérateurs et des incubateurs et les initiatives visant les entrepreneures et le mentorat en sont d'excellents exemples. Nous soutenons les investissements qui visent à encourager les femmes — surtout les jeunes femmes — à devenir des entrepreneures prospères.

Startup Canada et ses 300 bénévoles travaillent très fort pour enrichir la culture entrepreneuriale du Canada et pour y accroître la participation des femmes.

Je vous remercie de votre attention. Je me ferai un plaisir de répondre à vos questions.

[Français]

La présidente: Merci beaucoup, madame Lennox.

Nous entendrons maintenant Mme Laura Cattari, de Canada sans pauvreté.

Vous disposez de 10 minutes.

[Traduction]

Mme Laura Cattari (membre, Conseil d'administration, Canada sans pauvreté): Madame la présidente et membres du comité, merci de m'avoir offert de venir vous parler.

Je suis Laura Cattari, et je suis secrétaire du conseil d'administration de l'organisme Canada sans pauvreté.

Canada sans pauvreté est un organisme de bienfaisance national non partisan qui, depuis plus de 40 ans, s'efforce à éliminer la

pauvreté. Soulignons que tous les membres de notre conseil d'administration ont vécu dans la pauvreté à un moment ou un autre de leur vie, et leurs expériences orientent notre travail.

Le leadership économique et la prospérité sont des thèmes de conversation importants. Il est crucial de discuter de ce qui retient les femmes et de ce qui ouvrira un avenir à toutes les femmes. Mes expériences personnelles et la recherche que j'ai menée récemment me permettent d'affirmer que les femmes qui vivent dans la pauvreté sont incapables de participer pleinement à la vie économique. Elles sont aussi incapables de saisir les occasions qui s'offrent aux personnes qui ont un revenu plus élevé. Les obstacles auxquels ces femmes se heurtent ont un effet profondément négatif non seulement sur elles et sur leurs enfants, mais aussi sur l'économie en général, car leur contribution compte pour très peu ou pas du tout, et elles finissent par se trouver totalement exclues.

Ma propre expérience illustre parfaitement cela. Au sommet de ma carrière, j'établissais des réseaux câblés numériques, je dirigeais des équipes de recherche et développement et je rédigeais des livres blancs pour l'industrie. Je fournissais mes conseils d'expert à de grandes sociétés de câblodistribution. Autrement dit, je figurais parmi les leaders de mon industrie. J'étais aussi la seule femme parmi tous mes collègues. En janvier 2003, on m'a déclarée officiellement handicapée par des maladies dues au stress. Est-il possible que ces maladies découlent de la discrimination contre laquelle j'ai lutté pendant des années et des autres difficultés que j'ai dû affronter dans un milieu dominé par des hommes? Ou alors elles proviennent d'une accumulation de stress causé par les mauvais traitements, même sexuels, que j'ai subis pendant toute mon enfance et que subissent 20 % des Canadiennes avant l'âge de 18 ans? Les facteurs qui causent les maladies liées au stress sont bien documentés, et le sexe des personnes atteintes y joue un rôle important.

Mon handicap m'a jeté dans la pauvreté et je me suis retrouvée économiquement exclue. Mais malgré ce handicap apparent, je m'exprime encore bien, je suis intelligente et capable de participer à la vie et à l'économie de ma collectivité. Mes collègues me portent candidate chaque année pour un prix d'excellence. Ce qui m'empêche de sortir de la pauvreté et d'aller de l'avant n'est pas ma maladie, mais l'incapacité des personnes et des systèmes gouvernementaux. Ce sont des obstacles auxquels de nombreuses femmes dans ma situation se heurtent. Au Canada, 75 % des femmes handicapées sont sans emploi.

Ce qu'il me faudrait pour réussir est très simple: une quantité adéquate d'aliments nutritifs et un logement abordable dans un quartier sécuritaire où la rue n'appartient pas à ceux qui abusent des femmes vulnérables. J'ai aussi besoin que la violence de la société contre les femmes, qui inspire le langage, l'attitude et les comportements, cesse de nuire psychologiquement à l'estime et au respect de soi pour que je n'entende plus de jeunes femmes à des sommets de dirigeants me dire qu'elles ne se sentent pas à la hauteur.

Dans le domaine de l'emploi, j'ai besoin d'un système qui rémunère les fournisseurs qui me soutiennent et grâce auxquels je suis devenue le leader que je suis aujourd'hui, non pas en leur payant le salaire minimum à temps partiel et en comblant la majorité des postes avec des femmes.

J'ai besoin de pouvoir établir un plan pour ma vie avec ma maladie chronique afin d'obtenir le revenu dont j'ai besoin. Je célèbre les programmes actuels comme le Fonds d'intégration pour les personnes handicapées qui me permet de suivre des cours postsecondaires à temps partiel à cause de ma maladie. Mais ce programme ne soutient pas l'emploi à temps partiel. Je ne peux donc pas saisir les occasions de travailler à temps partiel, ce qui me permettrait de sortir de la pauvreté, et le fait que je ne puisse pas affirmer que je désire un emploi à plein temps m'exclut de ce programme.

Je sais qu'il existe divers programmes du gouvernement fédéral qui soutiennent les personnes vulnérables, mais tous ne sont pas nécessairement accessibles. Comme je ne peux pas suivre de cours postsecondaires, je ne peux pas soutenir la concurrence dans un nouveau domaine d'emploi. Je suis littéralement exclue de l'économie et je ne peux pas atteindre une vie prospère même si je suis désireuse et capable d'apporter une contribution importante.

Je conclurai en présentant deux recommandations bien précises. D'abord, modifiez les qualités requises qui restreignent l'accès au Fonds d'intégration pour les personnes handicapées et à d'autres programmes postsecondaires pour que les personnes qui ne peuvent pas travailler à temps plein puissent y accéder. Ensuite, lancez un programme fédéral de supplément au loyer qui ouvre l'accès à des logements sécuritaires et aménagés pour la mobilité des personnes handicapées.

Imaginez un instant un mandat national qui s'occupe avant tout des femmes les moins privilégiées afin de développer le potentiel, la prospérité et l'égalité de toutes les Canadiennes.

• (1540)

Merci.

Mme Brenda Thompson (membre, Conseil d'administration, Canada sans pauvreté): Bonjour, madame la présidente, membres du comité et autres personnes présentes.

Je tiens à vous remercier de m'avoir offert cette occasion de vous faire part de mes expériences et de m'adresser au comité, et je vous remercie de poursuivre vos travaux sur ce thème très important qu'est le leadership et la prospérité des Canadiennes.

Je me présente à vous à titre de vice-présidente de Canada sans pauvreté, de travailleuse sans but lucratif dans un centre de ressources pour les femmes, d'ancienne mère monoparentale à bas revenu et d'auteure du manuel de survie pour mères monoparentales pour la Nouvelle-Écosse, le *Single Mothers' Survival Guide*.

J'ai grandi dans une famille de région rurale qui était très pauvre. Mes parents étaient très jeunes quand ils se sont mariés et ils ont travaillé très fort pour que notre famille passe dans la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse. À 20 ans, j'avais fini mon secondaire et je travaillais comme serveuse quand je suis tombée enceinte de ma première fille. Son père m'a quittée pendant le troisième mois de grossesse et n'a jamais participé à notre vie. De plus, il ne m'a pas payé d'allocations pour enfant à charge, et personne ne l'a forcé à le faire.

Quand ma première fille a eu neuf mois, je me suis inscrite au collège communautaire et au bout de deux ans, j'ai obtenu mon diplôme en gestion de l'accueil. Le prêt étudiant que j'ai reçu pendant ces deux ans m'a servi à payer la garderie pour ma fille. J'ai terminé ce cours deuxième d'une classe de 55 étudiants, mais tout ce que j'ai pu trouver était un emploi de serveuse — de nouveau.

Pendant deux ans, j'ai travaillé comme serveuse et ma famille gardait ma fille. Puis deux choses sont arrivées: on m'a offert un

espace dans une garderie subventionnée de ma localité, et on m'a offert un logement dans une coopérative de logement financée par la SCHL. J'ai décidé de prendre le risque de retourner aux études pour essayer de trouver un meilleur emploi. J'ai obtenu un baccalauréat en études féminines de l'Université Mount Saint Vincent, puis une maîtrise en sociologie à l'Université Acadia avec une moyenne de 4,3.

Grâce à ces deux programmes, à la garderie subventionnée et au logement social abordable, j'ai réussi à atteindre mes objectifs aux études. Sans cette garderie qui ne coûtait que 35 \$ par mois, je n'aurais pas pu aller à l'université. Cela a aussi permis à ma famille de prendre un repos bien mérité après s'être occupée de ma fille pendant tant d'années.

La coopérative de logement subventionné nous a permis de vivre, ma fille et moi, dans un logement chauffé et sécuritaire. Elle a aussi enrichi ma vie sociale avec les réunions des membres et les événements sociaux qu'on organisait, comme des pique-niques. Les membres de la coop étaient comme moi, ils travaillaient fort pour améliorer la vie de leur famille et de la collectivité.

Une fois diplômée, j'ai obtenu un emploi qui payait beaucoup mieux dans mon domaine d'études. Des années plus tard, je me suis retrouvée au chômage et j'étais une mère monoparentale qui vivait dans une région rurale de la Nouvelle-Écosse, mais cette fois-ci j'avais un bagage universitaire et je recevais des allocations pour enfants à charge. Mais dans les régions rurales de la Nouvelle-Écosse, il est très difficile de trouver un emploi assez bien rémunéré dans quelque domaine que ce soit. J'étais obligée de rester dans la région pour garantir l'accès parental et à cause d'un problème de garde d'enfants avec l'autre parent, donc ma situation était difficile. J'ai pris tous les emplois qui me permettaient de travailler chez moi tout en prenant soin de mon enfant. Pendant plus d'un an, ma deuxième fille et moi avons vécu avec 800 \$ par mois parce que les seuls emplois que j'aurais pu décrocher hors de chez moi n'auraient même pas payé la garderie, qui coûtait 500 \$ par mois, et le loyer qui coûtait lui aussi 500 \$ par mois, plus toutes les autres dépenses reliées à mon domicile et à l'éducation d'un enfant.

Ma fille avait déjà quatre ans quand les garderies subventionnées sont arrivées dans notre ville. J'ai sauté sur l'occasion, ce qui m'a permis de prendre un emploi peu rémunéré, mais au moins je participais à l'économie et je pouvais travailler à temps plein. Ces deux programmes précieux nous ont permis, à mes deux filles et à moi, de participer pleinement à l'économie, à la culture et au processus démocratique. Sans ces deux programmes, je suis convaincue que nous serions encore figées dans une situation de pauvreté en essayant avec difficulté de joindre les deux bouts.

À partir des expériences que j'ai vécues, je voudrais vous présenter deux recommandations: la première, une stratégie nationale sur les garderies qui rendrait les garderies abordables et accessibles aux unités familiales traditionnelles et non traditionnelles, où qu'elles résident. Et la deuxième, une stratégie nationale sur le logement qui permette aux femmes d'obtenir du logement sécuritaire, adéquat et abordable.

Je remercie le comité d'avoir consacré un peu de son temps pour m'écouter. Je serai heureuse de répondre à vos questions, si vous en avez.

• (1545)

[Français]

La présidente: Je vous remercie de vos témoignages.

Madame Truppe, vous disposez de sept minutes.

[Traduction]

Mme Susan Truppe (London-Centre-Nord, PCC): Merci, madame la présidente.

Je vous souhaite la bienvenue et vous remercie de nous faire part de vos expériences.

Merci de nous avoir donné de l'information sur Startup Canada. Je connais un peu votre organisme, parce que j'ai rencontré Joel Adams et Amanda Stratton, de Startup London, et j'ai eu l'occasion de leur parler. Ils font beaucoup de choses fantastiques. Vous faites un excellent travail avec vos 800 000 membres, je crois que c'est le chiffre que vous nous avez donné; c'est vraiment merveilleux.

Madame Lennox, je ne sais plus si vous l'avez dit ou si je l'ai lu quelque part, mais je crois que vous nous avez dit que vous avez aidé à jumeler 20 000 entrepreneurs avec des mentors tout en dirigeant les activités et les événements quotidiens. Comment réussissez-vous à faciliter le mentorat de 20 000 membres — ou n'importe quel autre chiffre, en fait? Le faites-vous en ligne, par téléphone, en personne, ou organisez-vous des réunions dans différentes villes?

Mme Victoria Lennox: Toutes les manières que vous avez mentionnées.

Nous avons partout au Canada des mentors qui soutiennent des entrepreneurs. Il arrive parfois qu'un mentor de Medicine Hat soit exactement la personne qu'il faut à un entrepreneur de Fredericton. Parfois, le mentorat se fait en ligne. D'autres fois, je soutiens des mentorats qui existent déjà.

Chaque année en novembre, pendant la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, nous organisons ce que nous appelons le Défi canadien en mentorat. Nous établissons des partenariats avec des organismes situés partout au Canada — des régions rurales de la Nouvelle-Écosse, de Truro à Toronto — pour les encourager à offrir du mentorat et pour les aider à établir des liens. Nous dirigeons aussi chaque semaine des programmes dans Twitter, Facebook et Google. Nous utilisons tous les moyens possibles pour relier les entrepreneurs entre eux.

Mme Susan Truppe: Juste pour préciser, si une personne située à London voulait établir un lien avec quelqu'un de Nouvelle-Écosse ou de Calgary ou de n'importe où en dehors de London en fait, elle devrait se rendre à votre site Web. Elle devrait décider du type de mentorat dont elle a besoin et décider si elle veut le faire en ligne, ou y a-t-il...? J'ai vu des sites Web où les gens communiquent directement, par exemple à partir de leur bureau, et ils peuvent taper leurs questions et immédiatement ils reçoivent des réponses. Ou est-ce qu'ils doivent envoyer un courriel et ensuite établir un lien et fixer un rendez-vous?

• (1550)

Mme Victoria Lennox: Notre organisme n'a que deux ans, alors pour le moment les choses se font plutôt manuellement, et les entrepreneurs dirigent tout cela. C'est très bien, parce que nous sommes des entrepreneurs qui relient d'autres entrepreneurs entre eux.

Cet été nous allons lancer une plate-forme que nous développons depuis deux ans, qui s'appelle Startup Connect et qui habilitera la communication en direct. Vous pouvez vous brancher immédiatement avec un entrepreneur, et vous pouvez voir si cette personne est en ligne et si elle a le temps et si elle veut bien discuter avec vous. La plate-forme Startup Connect ne relie pas uniquement des entrepreneurs à d'autres entrepreneurs. Elle relie des fournisseurs de services financiers, des experts juridiques, les gens importants que vous devez connaître pour faire prospérer votre entreprise.

Mme Susan Truppe: Ces entrepreneurs sont très évidemment des hommes et des femmes. Avez-vous des chiffres statistiques indiquant, disons, combien de vos 800 000 membres...?

Mme Victoria Lennox: C'est 80 000.

Mme Susan Truppe: Oh, c'est 80 000.

Mme Victoria Lennox: Nous arriverons à 800 000, donnez-nous cependant quelques années.

Mme Susan Truppe: Ce serait bien.

Je viens d'accroître le nombre de vos membres.

Mme Victoria Lennox: C'est 80 000.

Mme Susan Truppe: D'accord.

Quel en serait le pourcentage d'entrepreneures?

Mme Victoria Lennox: Nous venons d'étudier cette question en vue de notre anniversaire, et nous avons environ 40 % d'entrepreneures. Toutes ces dames ne sont pas propriétaires uniques. Plusieurs d'entre elles sont des cofondatrices en marketing ou cofondatrices avec un collègue. Seulement 14 % d'entre elles sont propriétaires d'entreprises qui appartiennent uniquement à des femmes.

Mme Susan Truppe: Qu'avez-vous trouvé d'utile pour les entrepreneurs? Y a-t-il une chose particulière qui vous vient à l'esprit?

Mme Victoria Lennox: La communauté des entrepreneures qui s'entraident s'accroît rapidement. On trouve maintenant des réseaux vraiment sympas, comme Ladies Learning Code où les femmes apprennent ensemble à codifier. En Colombie-Britannique, il y a un conseil des entrepreneures qui soutient les entrepreneures de la province. Les réseaux de collègues sont importants, parce qu'ils renforcent le comportement entrepreneurial. Il y a la Women's Enterprise Initiative qui a des centres dans tout l'Ouest du Canada, et c'est très encourageant de voir les résultats de leurs programmes. Mais en fait, ce sont les réseaux communautaires qui se forment par l'intermédiaire de Ladies Learning Code et de Startup London, et les liens entre ces réseaux qui provoquent de vrais changements.

Mme Susan Truppe: En Ontario, par exemple, combien de filiales de Startup Canada comptez-vous? Vous avez Startup London, et puis...

Mme Victoria Lennox: En Ontario, nous avons Startup London, Startup Niagara, Startup Sault Ste. Marie, Startup Ottawa et Startup Waterloo. Mais nous désirons vraiment établir une communauté Startup dans toutes les collectivités du Canada. Nous voudrions vraiment devenir comme un bureau de poste ou comme un centre communautaire, un endroit où les gens se rendent quand ils désirent innover ou essayer quelque chose de nouveau.

Mme Susan Truppe: C'est fantastique, merci.

À titre d'entrepreneure, pensez-vous — et je crois que vous l'avez même mentionné — que les entrepreneures se heurtent à un plus grand nombre d'obstacles que les hommes entrepreneurs? Quelle serait leur plus grande difficulté qui ne se présente peut-être pas aux hommes?

Mme Victoria Lennox: Je trouve très intéressant que Laura ait mentionné que les entrepreneures ont l'impression qu'elles ne sont pas à la hauteur. Je crois que beaucoup de femmes pensent qu'elles ne sont pas assez bonnes pour devenir entrepreneures toutes seules et qu'elles ont besoin de s'accompagner d'un collègue homme.

J'ai reçu cette semaine un appel de Startup Calgary. Les entrepreneures se font harceler par certains membres masculins qui ne traitent pas les femmes comme ils le devraient — ils font preuve d'un très mauvais comportement.

Il faut éduquer la communauté Startup et les entrepreneurs de cette communauté, qui est dominée par les hommes. Il faut préparer cette communauté à accueillir des entrepreneures et à les mettre à l'aise. Il faut répondre à tous les besoins, de la garderie à l'accueil des entrepreneures. Il faut qu'ils apprennent à comprendre les problèmes auxquels elles se heurtent et qu'ils apprennent à les mettre à l'aise. On se heurte à de très graves obstacles. Quand on regarde nos communautés Startup dans tout le Canada, la majorité d'entre elles sont dirigées par des hommes.

Mme Susan Truppe: Alors quand vous avez reçu cet appel de Calgary... vous avez dit Calgary?

Mme Victoria Lennox: Oui.

Mme Susan Truppe: Que pourriez-vous leur suggérer de faire pour les aider? Est-ce qu'elles ne savaient pas quoi faire?

Mme Victoria Lennox: Ces organismes communautaires sont tellement nouveaux qu'ils n'ont pas établi de mécanismes directeurs comme ceux des grands organismes officiels. À Startup Canada nous élaborons une politique à ce sujet pour pouvoir, à l'occasion d'événements que nous organisons partout au pays, enseigner aux membres de toutes nos communautés comment nous désirons qu'ils se comportent.

Mais il arrive que ces problèmes surgissent, et nous devons les aborder. Je crois que ça fait partie du processus de maturation de notre communauté. Les femmes doivent s'affirmer, s'exprimer et vraiment dire quelque chose.

Mme Susan Truppe: C'est bon que vous receviez ces rétroactions.

Je n'ai déjà plus de temps? Oh, que le temps passe vite!

Des voix: Oh, oh!

Mme Susan Truppe: Merci.

• (1555)

La présidente: Merci beaucoup, madame Truppe.

[Français]

Madame Sellah, vous disposez de sept minutes.

Mme Djaouida Sellah (Saint-Bruno—Saint-Hubert, NPD): Merci, madame la présidente.

Tout d'abord, j'aimerais remercier tous les témoins de leurs témoignages et de nous avoir exposé leurs points de vue. Comme femme, cela me touche énormément.

Ma première question s'adresse à Mme Victoria Lennox.

Nous savons que l'entrepreneuriat est une voie centrale pour la création d'emplois, la croissance économique et la prospérité. L'appariement que fait Startup Canada entre les entreprises qui en sont aux premières étapes de leur création et des investisseurs est extrêmement important. D'ailleurs, vous venez de mentionner qu'en 2012, vous avez parcouru tout le Canada, soit 40 collectivités, pour recueillir du financement participatif.

On a remarqué que les dirigeantes d'entreprises en démarrage avaient de la difficulté à trouver du financement. Pourquoi les femmes ont-elles plus de difficulté que leurs pairs masculins à cet égard? Pourriez-vous nous expliquer cela, s'il vous plaît?

[Traduction]

Mme Victoria Lennox: Barbara Orser, de l'Université d'Ottawa, a mené des études dont les résultats documentent bien l'écart financier des entrepreneures, surtout en ce qui concerne l'investissement providentiel et le financement du capital de risque quand elles s'adressent à d'autres institutions que des banques pour demander du financement par actions.

Je n'ai pas les chiffres devant moi, mais les statistiques indiquent que les hommes investissent dans les entreprises d'autres hommes, alors il est très important que les investisseurs comprennent les entrepreneures et investissent dans leurs entreprises. L'organisme National Angel Capital Organization, dont le siège social est à Toronto, s'efforce beaucoup plus d'éduquer les investisseurs pour qu'ils placent leur argent dans des entreprises dirigées par des femmes. Ils s'efforcent aussi de développer chez les entrepreneures l'idée d'investir chez des femmes, mais il y a encore énormément de travail à accomplir dans ce domaine.

Je crois que nous avons maintenant des développements extraordinaires, comme le financement collectif avec Kickstarter et Indiegogo, qui offrent d'autres sources de financement aux entrepreneurs. C'est excellent mais, selon moi, le financement par actions du démarrage d'entreprises dirigées par des femmes est encore inférieur à celui que les hommes reçoivent.

[Français]

Mme Djaouida Sellah: Croyez-vous que le taux élevé d'imposition des PME constitue un obstacle pour ces femmes?

[Traduction]

Mme Victoria Lennox: Non, je ne pense pas. Je crois que c'est une question de culture. Je ne pense pas qu'au niveau de l'imposition fiscale elles soient défavorisées. Mais selon moi, ce dont nous devrions vraiment nous occuper, c'est des garderies d'enfants et des femmes monoparentales qui s'efforcent de créer une bonne vie pour leur famille et qui envisagent de créer leurs propres entreprises pour pouvoir rester chez elles et s'occuper de leurs enfants.

[Français]

Mme Djaouida Sellah: Merci.

En 2011, la contribution économique globale des PME dirigées par des femmes se chiffrait à environ 148 milliards de dollars. Selon une étude de la RBC, une augmentation de 10 %, au cours des 10 prochaines années, du nombre d'entreprises dans lesquelles des femmes détiennent une participation majoritaire pourrait faire grimper cette contribution économique à 198 milliards de dollars. Pourtant, il y a très peu de programmes qui visent particulièrement le financement de PME appartenant à des femmes au Canada.

Selon vous, le gouvernement en fait-il assez pour inciter les femmes à démarrer des entreprises?

[Traduction]

Mme Victoria Lennox: En ce qui concerne les provinces, je crois que celle qui facilite le mieux l'entrepreneuriat chez les femmes est la Colombie-Britannique. Je trouve que le Québec fait également un excellent travail dans ce domaine. Selon moi, on voit un effort mieux consolidé dans les Prairies pour faciliter ce genre de choses, mais ce n'est qu'un tout petit début. Ces programmes datent à peine de cinq ans, et l'on n'a pas mesuré leurs effets, alors il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine.

Est-ce que je pense que nous en faisons assez? Pas du tout. Vous voyez vous-même l'écart. Est-ce que je sais exactement comment régler ce problème? Ma réponse est non. Je crois qu'il faudrait étudier la question un peu plus en profondeur, mais je pense aussi que nous devrions essayer différentes choses, voir ce qui réussit, modifier les solutions et appliquer celles qui s'avèrent efficaces.

Je pense que ce que nous voyons ici, surtout avec cette prochaine génération... Nous l'appelons la génération du démarrage, ces jeunes gens qui veulent lancer leurs propres entreprises, alors je pense qu'ils n'ont pas besoin d'énormément de soutien financier de la part du gouvernement. Mais ce qu'il leur faut, c'est de l'encouragement, des mesures incitatives. Il faut aussi leur montrer des modèles exemplaires qui inspirent les jeunes filles à se fixer des objectifs.

• (1600)

[Français]

Mme Djaouida Sellah: J'ai une autre question pour la représentante de Startup Canada.

Existe-t-il des programmes qui pourraient appuyer les femmes autochtones ou issues de minorités visibles?

[Traduction]

Mme Victoria Lennox: Entreprise autochtone Canada offre des programmes pour les jeunes entrepreneurs, les jeunes entrepreneurs autochtones, et je crois que cet organisme serait le meilleur point d'où l'on pourrait engager et aider les jeunes Autochtones et les entrepreneures autochtones.

Je tiens à souligner que le Wilson Centre for Entrepreneurial Excellence, un centre fondé à l'Université de la Saskatchewan par l'ancien « dragon » Brett Wilson, en a énormément accompli pour soutenir les entrepreneures autochtones, et il vaut vraiment la peine de souligner cela.

[Français]

Mme Djaouida Sellah: Merci.

Combien de temps de parole me reste-t-il?

La présidente: Il vous reste une minute et demie.

Mme Djaouida Sellah: D'accord. Je vais donc poser rapidement ma question aux représentantes de Canada sans pauvreté.

Comme vous le savez, notre étude actuelle porte sur le leadership économique et la prospérité des Canadiennes. Lors de mes déplacements, j'ai rencontré beaucoup de femmes qui désiraient mettre sur pied une entreprise, mais ne pouvaient malheureusement pas le faire. Dans certains cas, elles ne pouvaient même pas participer à l'économie. Ce fut mon cas lorsque je suis arrivée ici comme immigrante. Je me sentais pauvre du fait que je n'arrivais pas à contribuer à l'économie. Je faisais face à des obstacles liés à ma profession et aux ordres professionnels. Je ne réclamais pas d'argent de mon mari, qui était le seul à travailler alors que la famille comptait cinq personnes. Je n'avais pas du tout d'argent, mais je n'osais pas lui en demander.

Pour moi, la pauvreté est l'opposé complet de la prospérité. J'aimerais que vous me donniez votre définition de la pauvreté.

La présidente: Merci.

[Traduction]

Très brièvement.

Mme Brenda Thompson: Je serai aussi brève que possible.

La pauvreté est l'opposé de la prospérité. Elle empêche les gens de participer à l'économie, à la culture et au processus démocratique.

Quand une femme vit dans la pauvreté, elle fait face à un obstacle énorme. Dans le continuum de la prospérité, la pauvreté est à l'extrémité opposée.

[Français]

Mme Djaouida Sellah: Merci beaucoup.

La présidente: Madame O'Neill Gordon, vous disposez de sept minutes.

[Traduction]

Mme Tilly O'Neill Gordon (Miramichi, PCC): Merci, madame la présidente.

Je tiens à remercier toutes les personnes qui présentent un exposé ici cet après-midi afin d'enrichir nos connaissances et notre réflexion.

Comme vous le savez, notre comité se concentre continuellement sur ce qui est le mieux pour les femmes dans la société et sur ce que nous pouvons faire pour les aider à participer à notre économie locale.

Ma première question s'adresse à Victoria Lennox. Vous avez parlé des centres Startup dans différentes régions, dont Fredericton au Nouveau-Brunswick. Comme je viens du Nouveau-Brunswick, je voudrais savoir combien de ces centres nous avons au Nouveau-Brunswick? Je suppose que celui de Fredericton est le principal, puisqu'il s'agit de la capitale de la province. Auriez-vous une idée du nombre de centres qu'il y a au Nouveau-Brunswick?

Mme Victoria Lennox: Je n'ai pas de chiffres précis sur le nombre de centres Startup qui se trouvent à Fredericton et au Nouveau-Brunswick, mais dans notre communauté nous avons plus de 50 centres que nous appuyons activement. Notre communauté a fêté son premier anniversaire vendredi, alors nous voudrions étendre notre soutien. Ce qui nous a beaucoup encouragés au Nouveau-Brunswick en particulier, c'est qu'avec l'aide de l'APECA et de la province, nous envisageons de nous étendre à Saint John, à Bathurst et à Moncton et d'élaborer une stratégie pour aider toutes les collectivités de la province sur le terrain.

Mme Tilly O'Neill Gordon: Certains aspects de l'APECA aident beaucoup les jeunes femmes qui envisagent de lancer une entreprise, et nous sommes heureux de vous entendre dire cela parce que nous trouvons ce programme très important. Notre gouvernement travaille très fort dans ce domaine pour que nous puissions tous en profiter, alors nous apprécions beaucoup cela. Merci d'avoir fait cette suggestion.

L'étude que nous menons actuellement vise, entre autres choses, à définir certains des obstacles qui entravent la prospérité des femmes et à déceler la source de ces problèmes. Pourriez-vous nous parler des deux obstacles principaux qui, selon vous, empêchent les femmes de réussir et nous expliquer pourquoi ces problèmes sont si importants?

Cette question s'adresse à Victoria, s'il vous plaît.

Mme Victoria Lennox: Quand nous avons effectué notre tournée du Canada il y a deux ans alors que nous lançions Startup Canada, deux choses revenaient constamment — et je suis sûre que mes collègues auront d'autres choses à mentionner — et concernaient beaucoup la culture, les modèles exemplaires à présenter et la difficulté de se voir dans la communauté et dans l'écosystème, de créer des entreprises à forte croissance et de vraiment les faire progresser. Donc on nous parlait avant tout de culture et de modèles exemplaires. Ensuite, je reviens à la garderie d'enfants, surtout pour les jeunes femmes, pour les jeunes familles, pour les femmes monoparentales qui voient que la seule façon de devenir économiquement indépendantes serait de lancer leur propre entreprise. Donc il est important de leur fournir le soutien nécessaire pour se lancer en affaires à partir de chez elles et de leur montrer comment développer leurs entreprises avec le temps.

• (1605)

Mme Tilly O'Neill Gordon: Merci.

Je tiens aussi à vous féliciter, Victoria, d'avoir pris l'initiative quand vous étiez si jeune d'avoir entrepris cette initiative. Quand vous regardez en arrière et que vous voyez tout ce que vous avez fait, vous devez être très fière du travail que vous avez accompli. Je sais qu'ici aujourd'hui, nous sommes toutes très fières de ce que vous avez accompli.

Je me demande si vous pourriez nous décrire votre approche communautaire de l'entrepreneuriat, comment vous y avez pensé et certains des hauts et des bas que vous avez probablement vécus tout au long de votre cheminement.

Mme Victoria Lennox: Il existe d'autres organismes comme Startup Canada partout au monde. Il y a StartUp Britain, Start-Up Chile et Startup America. Quand j'ai vu ce qu'ils faisaient, ils étaient dirigés par une hiérarchie gouvernementale, et je trouvais que les gouvernements soutenaient assez bien le démarrage des entreprises.

Je suis revenue au Canada dans le cadre du programme de recrutement de leaders en politique et j'ai travaillé à Industrie Canada. J'avais vraiment l'impression que nous pourrions agir mais que pour cela, il fallait effectuer un virage culturel qui devait venir du haut vers le bas pour mobiliser les entrepreneurs. L'un des plus grands défis du Canada est sa géographie, alors il nous faut relier ces idées et relier les différentes régions. Notre population est beaucoup trop petite pour se laisser cloisonner, alors il faut vraiment que nous exploitions nos ressources.

Je trouvais qu'une bonne partie du travail devait se faire sur le terrain et que les entrepreneurs devaient communiquer les uns avec les autres, alors c'est ce que nous avons commencé à faire. J'ai l'impression d'être une fonctionnaire qui travaille en dehors de la fonction publique, et c'est ce qui me motive et me pousse à continuer à développer Startup Canada. Il s'agit en fait de relier les différents éléments pour progresser plus rapidement ensemble.

Mme Tilly O'Neill Gordon: Combien de temps me reste-t-il?

La présidente: Deux minutes et demie...

Mme Tilly O'Neill Gordon: Nous savons aussi que certaines femmes saisissent rapidement le concept et se hâtent de le mettre en oeuvre. Selon vous, pourquoi certaines femmes sont plus enclines à développer une entreprise que d'autres?

Mme Victoria Lennox: Cela dépend si pendant votre vie, vous avez connu des gens qui étaient entrepreneurs. Si votre mère ou votre père dirige sa propre entreprise ou si vous avez un modèle exemplaire dans votre vie qui vous a influencé, mais si vos parents

ou votre modèle... Si vous ne savez pas que l'entrepreneuriat est une option professionnelle viable, vous n'y penserez pas.

En ce qui me concerne, je ne savais même pas que l'entrepreneuriat pouvait être un moyen de changer les choses avant de commencer ma maîtrise quand j'étais dans la vingtaine et que je me suis jointe à mon club d'étudiants. Alors je crois qu'il faut trouver ces points de contact avec les gens, soit en les éduquant, soit en organisant des activités extérieures. Les gens se laissent beaucoup influencer par leurs pairs, alors il est vraiment important de développer ces points de contact. L'organisme Jeunes entreprises du Canada, par exemple, fait un travail extraordinaire pour les jeunes de tout le Canada. L'organisme Shad Valley aussi, qui encourage le lancement d'un plus grand nombre d'entreprises scientifiques. Voilà ce que je pense de tout cela.

Mme Tilly O'Neill Gordon: Merci.

La présidente: Merci beaucoup.

[Français]

Madame Duncan, vous avez la parole pour sept minutes.

[Traduction]

Mme Kirsty Duncan (Etobicoke-Nord, Lib.): Merci, madame la présidente.

Je vous remercie toutes de nous avoir parlé de vos vécus et présenté vos recommandations. Je vais essayer d'en reprendre autant que possible.

Commençons par Startup Canada. Vous nous avez parlé de ce que font les provinces. Vous avez dit que la Colombie-Britannique fait du bon travail. Pourriez-vous nous dire ce que vous voudriez que le gouvernement fédéral fasse pour apporter du changement, s'il vous plaît?

Mme Victoria Lennox: Je crois que le leadership est important, alors tout d'abord il faudrait créer un conseil consultatif sur la condition féminine et l'entrepreneuriat chez les femmes. Ensuite, nous devrions nous efforcer d'élaborer quelques recommandations concrètes, ce que nous pourrions faire assez rapidement, et ensuite les mettre en oeuvre.

Je crois qu'une des choses cruciales que nous pourrions faire au Canada serait de lancer un programme national de mentorat pour encourager les entrepreneures à se soutenir les unes les autres. Je suis convaincue que ces deux choses produiraient d'excellents résultats sans exiger trop de ressources, et qu'elles nous feraient progresser. Et puis une fois que vous avez des organismes clés collectifs et de bons experts, vous pouvez continuer à aller de l'avant. Mais je pense que nous pourrions mettre en oeuvre ces étapes peu coûteuses et très efficaces assez rapidement. Je créerais un conseil consultatif qui dirigerait les choses au niveau national.

Mme Kirsty Duncan: Comment formeriez-vous ce conseil consultatif? Qui voudriez-vous y faire siéger?

Mme Victoria Lennox: Il y a des influences cruciales. Il y a quelques personnes qui ont beaucoup d'influence au Canada, alors demandez-leur de participer. Il y a des gens qui le font déjà sans qu'on le leur ait demandé, des gens comme Barbara Orser à l'Université d'Ottawa. Il y a aussi la PDG du Centre d'entreprise des femmes, Tracy Scarlett, et le centre a maintenant son siège social à Toronto. Ce sont des gens comme ça qui poussent vraiment les choses et il faut aussi encourager le secteur privé. La Banque Royale du Canada a assumé un rôle important en faisant participer les entrepreneures et en les aidant à prendre les choses en main.

•(1610)

Mme Kirsty Duncan: Je vous remercie beaucoup.

Vous avez parlé d'aider les filles en STIM. Pourriez-vous nous donner quelques recommandations précises sur cette initiative plus générale? Que voudriez-vous que le gouvernement fédéral fasse pour encourager les filles à s'engager plus dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les maths?

Mme Victoria Lennox: Je pense que vous pourriez élaborer un répertoire de modèles exemplaires et raconter ce qu'ils ont fait. Ce n'est pas bien difficile à faire — c'est aussi une initiative très efficace qui exigerait peu de ressources. Ensuite vous fournissez ce répertoire aux établissements d'enseignement et aux organismes sans but lucratif de tout le Canada. Je pense que vous pouvez faire cela d'une manière très similaire au dernier budget. Il ne faut pas beaucoup d'argent pour lancer un programme de stage, juste un fonds catalyseur pour encourager les filles, lancer des projets et pousser l'entrepreneuriat dans le domaine des STIM. Nous devons faire participer le secteur sans but lucratif de tout le Canada, autant dans les collectivités rurales que dans les grands centres urbains qui ont besoin de ce type de soutien. Il nous faut simplement un fonds catalyseur pour faire démarrer le programme, pour encourager la mise en oeuvre de ces activités afin que les organismes sans but lucratif développent cette façon de penser.

Mme Kirsty Duncan: Selon vous, à quel âge devrions-nous commencer à y intéresser les filles?

Mme Victoria Lennox: À un très jeune âge.

Mme Kirsty Duncan: Il faut commencer à un jeune âge pour qu'elles s'y intéressent. Pourrions-nous faire quelque chose dans les écoles, comme établir des liens entre les écoles et le monde des affaires?

Mme Victoria Lennox: Bien sûr! Nous pouvons créer une section uniquement pour les filles dans le programme Jeunes entreprises. Je crois que ce serait passionnant. Il y a un centre de démarrage d'entreprises aux États-Unis qui s'appelle GoldieBlox. On y recueille les réactions des filles aux blocs Lego. Ce centre crée une génération de jeunes femmes qui comprennent vraiment la physique et qui sont capables de construire des choses fantastiques. Je pense que le jeu est important. Je pense que ce que nous montrons à la télévision est important. Vous pouvez y engager la chaîne TVO et les chaînes du secteur public pour éduquer le grand public, mais je pense qu'il faut s'adresser aux très jeunes.

Mme Kirsty Duncan: Vous avez aussi parlé plusieurs fois de mesures incitatives. Quelle sorte d'incitatifs voudriez-vous? Quelle recommandation feriez-vous au comité?

Mme Victoria Lennox: Je crois qu'il y a deux mesures incitatives clés que je voudrais que le gouvernement offre.

Mme Kirsty Duncan: Le gouvernement fédéral...?

Mme Victoria Lennox: Le gouvernement fédéral. Je pense qu'une chose que le gouvernement peut faire, c'est de la reconnaissance. Il peut offrir des prix d'excellence pour les réalisations extraordinaires qui contribuent à développer l'entrepreneuriat chez les femmes. Ce genre de choses encourage l'écosystème. Le gouvernement indique ainsi qu'il considère cela comme étant important et que c'est important pour le Canada. C'est la toute première chose.

Ensuite, un encouragement financier avec des fonds de contrepartie du secteur privé. Par exemple, vous dites que vous allez allouer deux millions de dollars sur une période de cinq ans pour faire démarrer des activités de STIM pour les jeunes filles et pour

encourager la prochaine génération de démarrage d'entreprises chez les femmes.

Mme Kirsty Duncan: Si vous voulez bien envoyer au comité les recommandations précises que vous avez, les recommandations financières, nous voudrions les entendre.

Je voudrais poser quelques questions à Canada sans pauvreté. Je vais commencer par les garderies d'enfants parce que vous les avez toutes deux mentionnées avec Startup Canada. De quoi avons-nous besoin?

Mme Brenda Thompson: Ce dont nous avons besoin depuis des dizaines d'années, c'est d'une stratégie nationale sur les garderies d'enfants. C'est ce qui nous a permis, mes filles et moi, de sortir de la pauvreté et c'est ce qui a aidé d'autres femmes qui ont eu l'occasion de profiter de garderies d'enfants subventionnées. C'est la solution clé.

Mme Kirsty Duncan: Merci.

Madame Lennox, avez-vous quelque chose à ajouter à cela?

Mme Victoria Lennox: Je suis d'accord avec elle.

Mme Kirsty Duncan: Madame Cattari, je vous remercie de ce que vous avez dit. C'était très émouvant.

Vous avez dit que vous auriez besoin de bons aliments nutritifs. Quelle recommandation présenteriez-vous à notre comité ?

Mme Laura Cattari: J'ai plusieurs recommandations à faire sur l'accès à une alimentation adéquate. D'abord, c'est une question de revenu et de transferts sociaux aux provinces qui soient assez élevés pour financer les programmes sociaux, ou quelque chose qui vienne par le gouvernement fédéral. Il est particulièrement important que nous soutenions bien l'agriculture pour que les gens puissent acheter des aliments frais de la localité qui ne coûtent pas plus cher que les autres.

Malheureusement en 2012 l'inflation n'a pas monté, mais le coût des fruits et légumes est monté de 6 à 13 %. Il est donc difficile de continuer à se nourrir sainement avec le seul revenu du régime de pensions du Canada ou de la province. Je crois que ce serait la solution la plus importante pour cela.

Ensuite, il y a la manière dont les gens achètent leurs aliments, et cela nous amène au logement. C'est une chose très bizarre. Quand votre revenu est peu élevé, vous finissez par vivre dans les quartiers que les gens aiment le moins. Ce sont généralement ce qu'on appelle des aliments desserts. Vous finissez par fréquenter des magasins qui ne sont pas des supermarchés. Les aliments sont vendus à des prix exagérés et généralement peu nutritifs. Il devient donc très important de veiller à ce que les gens puissent vivre dans des quartiers à revenu mixte où se trouvent de bonnes épiceries, et il faut pour cela aussi fixer des règlements sur la planification urbaine.

•(1615)

La présidente: Merci beaucoup.

[Français]

Madame Ambler, vous disposez de cinq minutes.

[Traduction]

Mme Stella Ambler (Mississauga-Sud, PCC): Merci beaucoup, madame la présidente.

Je remercie toutes nos invitées, nos témoins, d'être venues aujourd'hui nous présenter ces précieux témoignages.

Je crois que je voudrais tout d'abord vous demander, madame Lennox, ce que fait une directrice de l'engagement des femmes. Ça a l'air d'un bon titre.

Mme Victoria Lennox: Nous avons emprunté l'approche de la fondation Clinton. Au lieu de simplement lancer le programme des femmes ici, nous voulons vraiment veiller à ce que chaque petite chose que fait Startup Canada encourage les femmes et les engage activement.

Si nous lançons le programme de 1 000 démarrages par lequel nous établissons le profil de 1 000 démarrages, il faut que la moitié d'entre eux soient effectués par des femmes. Si les femmes ne s'y engagent pas, alors nous allons nous-mêmes les chercher.

Nous voulons juste être sûrs que les femmes s'engagent activement dans nos programmes au lieu de s'isoler pour s'occuper de leurs propres affaires.

Mme Stella Ambler: Excellent.

Je viens de rencontrer la présidente du leadership politique des femmes en politique... quelque chose comme ça... ça fait partie du programme des affaires publiques de l'Université Carleton. Elle m'a beaucoup impressionnée. Nous avons parlé de toutes sortes d'enjeux liés aux femmes qui assument un rôle de leadership. Elle m'a un peu parlé de l'attitude dont nous avons discuté aujourd'hui et à certaines de nos réunions, en ce qui concerne les femmes qui ne pensent pas être assez qualifiées.

Comment Startup aborde... ou plutôt, est-ce vous aidez les gens qui ont besoin d'encouragement?

Mme Victoria Lennox: Bien sûr. Nous nous en occupons tout le temps.

L'un de nos principes de base, c'est l'inclusivité. Nous ne refusons personne, qu'il s'agisse d'entrepreneurs en début de démarrage ou qui ont juste une idée, ou d'entrepreneurs qui désirent apporter leur contribution en remerciement de l'aide qu'ils ont reçue. Je crois que cette culture d'inclusivité fait partie de celle de l'entrepreneuriat, elle l'enrichit en un certain sens. Mais oui, nous faisons constamment face à ce problème.

Mme Stella Ambler: Quand on vous a demandé de mentionner deux choses principales, vous avez parlé de l'importance des modèles exemplaires. Pensez-vous que cela se transmette? Disons que votre mère était entrepreneure. Pensez-vous que vous serez plus encline non seulement de devenir entrepreneure, mais peut-être de vous lancer dans un domaine moins traditionnel? Je pense, disons, à un métier sur le terrain. Pensez-vous que toutes ces choses sont reliées?

Mme Victoria Lennox: Je suis convaincue que ce que nos parents nous ont encouragés à faire quand nous étions enfants influence considérablement notre cheminement de carrière.

J'ai grandi dans une famille à très bas revenu. Nous avons même passé un peu de temps dans un abri pour familles en crise. Ça a été très difficile. Donc on m'a inculqué l'importance d'obtenir un emploi stable. Je pensais que si je n'avais pas un emploi stable, mes parents seraient anxieux, et je le ressens au fond de moi. J'ai l'impression que si j'échoue, ma famille sera déçue de moi.

Je suis convaincue que ces facteurs de stress s'accumulent. Encourager les parents et leur faire connaître les métiers spécialisés ou les cheminements de carrières différents... Il est tout aussi important d'éduquer les parents pour que les jeunes Canadiens réussissent dans la vie.

Mme Stella Ambler: C'est très intéressant. Merci de nous en avoir parlé.

Pour l'avenir en particulier, quels sont les objectifs de votre organisme, autres que d'attirer plus de membres? Quel genre de choses envisagez-vous de faire à l'avenir?

• (1620)

Mme Victoria Lennox: Le gouvernement du Canada investit dans énormément de choses liées à l'entrepreneuriat — les programmes d'incubation, d'accélération et de mentorat. Les ODR investissent dans un grand nombre d'activités, mais toutes ces initiatives sont complètement isolées les unes des autres.

Alors à Startup Canada au cours de ces cinq prochaines années, nous allons nous concentrer sur les façons de relier tout cela, de faire en sorte que les entrepreneurs comprennent tout cela pour qu'ils puissent naviguer dans l'écosystème, déterminer la direction qu'ils vont adopter et se dire entre eux la vérité sur ce qui réussit et ce qui échoue afin que nous puissions investir les fonds publics d'une manière plus efficace.

Mme Stella Ambler: C'est un genre de guichet unique.

Mme Victoria Lennox: Tout à fait.

Mme Stella Ambler: Merci.

Est-ce qu'il me reste du temps?

La présidente: Vous avez 22 secondes.

Mme Stella Ambler: J'ai terminé.

Merci beaucoup.

La présidente: Merci.

[Français]

Madame Morin, vous avez la parole pour cinq minutes.

Mme Isabelle Morin (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine, NPD): Merci, madame la présidente.

Normalement, je ne siégerais pas à ce comité, mais ça me fait plaisir de remplacer ma collègue Niki Ashton. Je trouve cette étude très importante. Je vous remercie des témoignages que vous avez livrés aujourd'hui.

Je vais poursuivre sur la lancée de Mme Ambler. J'aimerais savoir quelle influence peut avoir le niveau d'instruction des parents. En fait, j'aimerais savoir si des parents qui sont dans le domaine de l'entrepreneuriat peuvent avoir une influence sur leurs jeunes. Ma question s'adresse aux représentantes de Canada sans pauvreté.

Pourriez-vous nous donner des précisions sur les liens qui existent entre le revenu familial et la tendance des jeunes à poursuivre des études plus poussées, à évoluer dans un milieu d'entrepreneuriat et à avoir davantage confiance en eux? Avez-vous des chiffres à nous présenter à ce sujet?

[Traduction]

Mme Laura Cattari: Merci d'avoir posé cette question.

Il est très important de comprendre le lien entre le succès et les occasions qui se présentent, et je crois que Mme Lennox en a un peu parlé. Sans être exposés, et surtout dans la vie des jeunes enfants — une exposition à des occasions, à des idées, à la croissance — nous n'avons aucune chance d'atteindre le leadership, la propriété, l'entrepreneuriat. Ces choses ne pointent pas à notre horizon. Quand des adolescents vivent dans un milieu de privations, ils ne pensent malheureusement pas à un bel avenir brillant. Ils pensent à gagner de l'argent pour se nourrir, à gagner assez d'argent pour se loger, peut-être même pour se vêtir adéquatement, et pour avoir un téléphone. Ils ne pensent vraiment pas à leur vie entière et au long terme.

Je peux envoyer à votre comité quelques chiffres précis sur l'entrepreneuriat, ou au moins sur les études postsecondaires.

[Français]

Mme Isabelle Morin: Je vous en serais très reconnaissante. Merci beaucoup.

Je vais poursuivre sur le même sujet. Le modèle familial y est pour quelque chose, mais aussi le modèle dans la collectivité. Vous avez parlé des mentors. C'est très important à l'échelle plus réduite de la collectivité.

Madame Thompson, vous venez de parler du logement. Je crois que c'est ce qui se passe à plusieurs endroits au Canada. Dans ma circonscription, par exemple, il y a une concentration de personnes défavorisées. Le NPD a justement proposé une stratégie nationale du logement pour aider les gens dans cette situation.

Dans le quartier Saint-Pierre, situé dans mon comté, il y avait un désert alimentaire. On en a beaucoup parlé. Une coopérative a été formée pour établir le Marché Saint-Pierre. Je félicite cette coopérative pour tout son travail. Il faut dire que les gens n'ont pas toujours accès à des fruits et des légumes frais. Dans notre société, cela coûte beaucoup moins cher d'acheter des chips et du Coke que du lait et des oranges. C'est vraiment frustrant.

Avez-vous des solutions à ce problème? Qu'est-ce que le gouvernement fédéral devrait faire? Comme parlementaires, avons-nous un rôle à jouer? Selon vous, pourrions-nous aider à régler ce genre de problème?

[Traduction]

Mme Brenda Thompson: Eh bien, je pensais aux collectivités des régions rurales de la Nouvelle-Écosse pendant que vous parliez de... et je travaille pour un centre de ressources pour femmes. Nous avons un groupe d'entrepreneures. Mais un des problèmes auxquels elles se heurtent, c'est l'accès aux régimes de pension et aux soins de santé. C'est bien beau de leur dire de lancer leurs propres entreprises, mais elles doivent avoir mis sur pied un certain nombre de choses. Tout d'abord, il faut que vous trouviez des gens qui vont acheter vos services ou votre produit, et dans les régions rurales de la Nouvelle-Écosse, très peu de gens ont de l'argent, et ils en gagnent de moins en moins parce que nous nous en allons tous dans l'Ouest. Mais aussi, le RPC est une chose qu'on paie volontairement, et pour les travailleurs indépendants il est parfois plus important de nourrir leur famille, et le RPC se trouve tout au bas de la liste de ce qu'ils vont payer.

J'ai plusieurs recommandations à présenter. Par laquelle vais-je commencer? Une de mes recommandations, je dirais qu'elle concerne les régimes de pension et de soins de santé pour les gens qui se lancent en affaires, parce que trop de gens, trop de propriétaires d'entreprise les considèrent comme des options parce qu'ils ne font pas assez de profits, et surtout dans le cas des femmes, leur famille vient en premier. Les femmes propriétaires de petites entreprises font très attention à leur argent, et nous essayons de les aider dans notre groupe d'entrepreneures.

• (1625)

La présidente: Merci beaucoup.

Si vous pouviez juste conclure et...

Mme Brenda Thompson: Je vais conclure.

J'ai plusieurs recommandations, mais je ne vais pas les présenter maintenant, à part celle sur les régimes de pension et de soins de santé.

La présidente: Merci beaucoup.

[Français]

Je passe maintenant la parole à Mme Young, ou plutôt M. Young.

[Traduction]

M. Terence Young (Oakville, PCC): Vous persistez à m'appeler madame. Cela ne me dérange pas, parce que je souhaite bénéficier d'un traitement équitable à ce comité, et je vous en remercie.

[Français]

La présidente: Pardonnez-moi.

Monsieur Young, vous avez la parole pour cinq minutes.

[Traduction]

M. Terence Young: Merci beaucoup.

Victoria Lennox, je voudrais vous accorder du temps pour nous décrire la situation et nous expliquer comment améliorer le mentorat des femmes, et leur permettre d'avoir un meilleur accès aux réseaux et aux services de garde des enfants. Ce sont les points trois, quatre et cinq de votre liste. Je n'ai pas noté les deux premiers, j'en suis désolé, mais j'ai les trois autres.

Je vous en prie, prenez un peu de temps et expliquez-nous comment faire cela parce que notre rapport constituera un guide pour les provinces, pour les femmes et pour toutes sortes de gens partout au Canada, afin d'aider les femmes à devenir des entrepreneures.

Mme Victoria Lennox: Je suis en mesure de soumettre au comité quelque chose de plus substantiel, qui soit étayé par des statistiques et ce genre de choses.

On ne part pas de rien. Il existe des organisations dans tout le pays qui viennent en aide aux femmes entrepreneures, mais il n'y a qu'un nombre limité de mentors, de femmes expérimentées, qui ont réussi, qui ont tout vu et tout connu. Elles n'ont que peu de temps, car elles continuent de faire grandir leurs entreprises. Nous devons tirer parti au mieux du temps et de l'aide qu'elles offrent à la génération suivante. Un réseau national de femmes mentors rassemblerait les femmes entrepreneures qui sont au plus haut niveau et exploiterait au mieux leur temps par des conférences, du mentorat numérique en ligne, qui seraient accessibles aux entrepreneurs du Canada tout entier.

Dans tout le pays les organisateurs de conférences ont du mal à trouver des femmes entrepreneures pour participer à des tables rondes parce qu'elles sont si occupées par leurs enfants et par leurs entreprises qu'elles n'ont pas de temps à consacrer à des choses superflues. Si l'on pouvait exploiter leur temps de façon efficace, que cela ait du sens parce qu'elles touchent beaucoup de monde à la fois, ce serait formidable. Je crois que, si l'on rassemblait toute l'aide existante au niveau d'une initiative nationale dans laquelle chacun aurait un sceaun national et si l'on associait les femmes entrepreneures au sein d'une sorte de conseil consultatif et si, enfin, on utilisait une plateforme numérique pour mettre en oeuvre le mentorat, cela serait très utile.

M. Terence Young: Puis-je vous interrompre un instant?

Je suis d'accord avec l'idée que c'est mieux si cela vient des femmes parce qu'elles ont vécu les choses. Mais pourquoi pas des mentors hommes?

Mme Victoria Lennox: Avec plaisir.

Quelques-uns de mes meilleurs mentors sont des hommes — mon président est un homme. C'est aussi tellement rafraîchissant de travailler avec des hommes qui comprennent comment travailler avec des femmes. Cela ne serait pas exclusivement pour les hommes ou pour les femmes. Je crois que nous avons encore besoin de plus de modèles féminins. Je crois qu'elles sont encore derrière leur bureau à construire leurs entreprises, alors nous devons contribuer à les encourager à sortir.

Concernant l'accès à la garde des enfants, je vais me tourner vers mes collègues car ils en savent sans doute plus que moi là-dessus. Je crois que nous pouvons nous tourner du côté des pays nordiques, et regarder comment cela a favorisé un afflux de femmes entrepreneures. Tout cela est étayé par des statistiques. Imaginons une sorte de stratégie de système national de santé — et je suis quelqu'un qui veut moins de gouvernement — je crois qu'en matière de participation des femmes et d'entrepreneuriat féminin, la garde des enfants est un facteur essentiel. Jusqu'ici les organisations telles que Startup Canada peuvent intervenir depuis le secteur privé. Il y a des limites à ce que nous pouvons faire.

• (1630)

M. Terence Young: À Oakville nous avons une chambre du commerce très active. Chaque mois, au moins, il y a plusieurs événements. L'un d'eux s'intitule Business After Hours. Lors de ce rendez-vous, une pièce comme celle-ci se remplit de gens qui développent leur réseau et la moitié à peu près sont des femmes. Elles sont d'extraordinaires entrepreneures et elles embauchent d'autres femmes. Cela grandit. S'il n'y avait pas l'entrepreneuriat, le nombre de femmes au chômage serait bien plus élevé qu'il ne l'est. C'est une bonne occasion pour développer un réseau.

Connaissez-vous d'autres exemples de ce type qui fonctionnent?

Mme Victoria Lennox: Comme je l'ai dit: le Ladies Learning Code. La chambre de commerce et bien d'autres organisations sont très puissantes. Des organisations comme Startup Canada peuvent les aider à rajeunir leur image pour que la nouvelle génération de jeunes entreprises fasse partie du réseau de la chambre, ce qui est très excitant.

Dans bon nombre d'endroits où sont domiciliées les jeunes entreprises, il n'y a pas beaucoup d'organisations réservées aux femmes. Souvent, les femmes entrepreneures ne veulent pas se rendre aux événements réservés aux femmes. Elles veulent se rendre à des événements ouverts à tous, ce qui encourage... et elles veulent se voir inscrites à des tables rondes et sur le programme.

M. Terence Young: Quels étaient vos deux premiers points? Je voudrais les noter.

Mme Victoria Lennox: Le premier c'était d'aider les jeunes filles et de les intéresser plus tôt aux sujets liés aux affaires. Et aussi de trouver des exemples dont on peut s'inspirer, d'encourager le mentorat et de faciliter l'accès à l'aide. Vous pouvez vous adresser au CAE, mais le CAE sait-il s'occuper d'une entreprise appartenant à une femme? Pouvons-nous encourager et aider le CAE à parfaire sa capacité à traiter avec les femmes entrepreneures? Comment pouvons-nous rendre l'écosystème actuel plus favorable à l'entrepreneuriat et aux femmes, et comment faciliter l'accès à la garde des enfants?

M. Terence Young: Me reste-t-il du temps?

La présidente: Juste assez pour dire merci beaucoup.

M. Terence Young: Merci beaucoup.

La présidente: Monsieur Young, merci beaucoup.

Madame Crockatt, vous avez cinq minutes.

Mme Joan Crockatt (Calgary-Centre, PCC): Merci Beaucoup.

Merci à nos témoins. Je crois que nous commençons à avoir une bonne idée de ce qui va fonctionner. Je voudrais tous vous remercier d'avoir adopté une attitude positive, de voir le verre à moitié plein, parce que je crois que c'est l'une des réussites qu'on nous doit à nous, les femmes, et dont nous ne sommes peut-être même pas conscientes.

À cet égard, Victoria, je voudrais examiner votre modèle de jeune entreprise, et voir ce qui, selon vous, fait son succès. Tout de même, 80 000 membres...?

Mme Victoria Lennox: En deux ans.

Mme Joan Crockatt: En deux ans seulement, c'est impressionnant

À votre avis, qu'est ce qui a attiré toutes ces femmes? Quand j'étais cadre dans l'industrie de la presse écrite, l'un de mes objectifs était d'augmenter le nombre de femmes abonnées. Nous y parvenions, mais c'était difficile. Nous avons envisagé toute une gamme d'initiatives qui attireraient effectivement les femmes autour de la table.

Je suis curieuse de savoir ce qui, selon vous, a été la clé de votre réussite sur ce plan.

Mme Victoria Lennox: Je crois que c'est venu du terrain. Je crois que si j'étais restée assise dans mon bureau à Industrie Canada et que j'avais dit, « je veux une initiative pour les femmes, et je vais le faire d'ici », ça n'aurait pas marché.

C'est basé sur la communauté. À Startup London, la codirigeante est une femme. Elle embauche d'autres femmes. Elles s'engagent l'une l'autre. À Toronto, c'est une femme de couleur qui dirige. Cette communauté est pleine de femmes de couleur parce qu'elle fait venir toutes ses amies. L'engagement par les pairs est vraiment très puissant. À Charlottetown nous avons des entrepreneures dans l'industrie des biotechnologies, alors nous avons maintenant un important groupe de personnes travaillant dans les biotechnologies qui font partie de Startup Canada là-bas.

C'est du travail de terrain mené par les pairs. Nous travaillons véritablement du bas vers le haut dans le sens où nous encourageons vraiment le développement local. Jamais vous ne verrez Startup Canada développer une politique nationale et l'imposer à nos communautés. Ça fonctionne vraiment du bas vers le haut. Lorsque le gouvernement nous donne l'occasion, comme aujourd'hui, de nous asseoir à une table — merci beaucoup de m'accueillir — nous impliquons nos communautés et demandons: Que voulez-vous que nous disions? Nous avons cette superbe occasion à saisir. Nous posons aussi la question sur Twitter.

Ça fonctionne vraiment du bas vers le haut. Ce qui a marché pour nous — c'est comme cela que nous avons engagé des entrepreneures autochtones — c'est le fonctionnement par les pairs, c'est de nous assurer que les femmes font partie de notre réseau et qu'elles viennent avec leurs réseaux. Alors elles voient cela comme une plateforme pour elles.

Mme Joan Crockatt: Je me dois de vous poser la question, et pas parce que je prends le parti de dire que ce n'est pas la bonne direction. Vous avez dit que vous ne travailleriez jamais du haut vers le bas, que tout fonctionne du bas vers le haut, et que vous ne développeriez jamais une politique nationale. Mais l'une des choses que vous avez demandées, c'est une politique nationale de gardes d'enfants.

Comment cela s'articule-t-il avec le reste de votre stratégie?

Mme Victoria Lennox: Je crois que, quoi qu'on fasse, et c'est déjà le cas actuellement, on mobilise ceux qui font fonctionner les programmes à la base. C'est leur participation, leur influence qui font que cela fonctionne. S'ils ne sont pas mobilisés, cela ne fonctionnera pas.

Ce n'est pas contradictoire. Il me semble que c'est plus une question de méthode et de mise en oeuvre, et aussi de la manière dont vous allez vous associer avec ceux qui sont à la base et provoquent le changement.

• (1635)

Mme Joan Crockatt: Peut-être que je peux approfondir un peu, parce que j'ai l'impression que nous commençons à voir comment cela fonctionne.

Une chose que j'ai remarquée aussi, au cours de ma carrière de femme d'affaires, c'est que j'aurais aimé savoir à 25 ans ce que j'ai su à 35 — savoir que j'avais toutes les compétences à 25 ans pour faire la même chose — et j'aurais aimé savoir à 35 ans ce que j'ai su à 45.

Je crois que le mentorat peut nous aider, mais là encore, les femmes tendent à être — vous ne serez peut-être pas d'accord — quelque peu méfiantes, je pense, face à l'autorité et elles craignent de rejoindre ce qu'elles perçoivent comme étant une grosse organisation monolithique. Elles aiment les petites organisations.

Nous discutons de la possibilité d'un genre de registre national du mentorat, et je crois que nous avons entendu une suggestion semblable. Pensez-vous que cela soit une voie à suivre, ou s'agit-il plutôt de faciliter la mise en place d'une sorte de forum de discussion local qui permettrait aux femmes de se rencontrer, de permettre à une femme de rencontrer une autre femme qui réussit son entreprise, et d'aller boire un café à la petite galerie d'art locale ou, vous savez, au café des entrepreneures?

Mme Victoria Lennox: C'est l'ensemble de ce qui a été dit. Je crois que cela doit être les deux. Il me semble qu'un genre de registre national dans lequel tous les mentors seraient répertoriés et sur lequel s'appuierait une organisation comme Startup Canada pour faciliter les choses... mais tous ces mentors seraient les mêmes que ceux qui iraient boire un café.

Je crois que cela tient à la façon de le faire. Un registre serait précieux, mais je crois que tout ce qui a été dit compte. C'est du mentorat, quelle que soit la manière dont ça se passe.

[Français]

La présidente: Merci beaucoup.

[Traduction]

Mme Joan Crockatt: Je n'ai pas terminé.

[Français]

La présidente: Le temps passe vite, n'est-ce pas? Merci beaucoup, madame Crockatt.

Madame Duncan, vous disposez de cinq minutes.

[Traduction]

Mme Kirsty Duncan: Madame Thompson, vous avez parlé d'élever vos enfants et de l'aide qu'apporte la garde d'enfants. Dans ma circonscription, l'un des défis c'est que, lorsque les parents vont travailler, il n'y a personne pour nourrir les enfants. L'autre défi, ce qui nous ramène à Mme Cattari, est le choix entre un litre de jus d'orange à 5 \$ et deux litres de soda à l'orange à 2 \$, le choix est vite fait quand vous essayez de surveiller vos dépenses.

Que pourrions-nous améliorer pour nous assurer que les enfants reçoivent une alimentation sûre, adéquate et nutritive?

Mme Laura Cattari: Au niveau provincial, nous avons commencé à encourager la mise en place de programmes de nutrition pour les élèves via les écoles et les garderies, ainsi que des programmes parascolaires qui fournissent une alimentation. C'est la première étape.

Non seulement ces programmes fournissent une alimentation nutritive, mais ils le font d'une manière qui préserve la dignité afin que les élèves ne soient pas montrés du doigt à cause de leurs difficultés financières. C'est très important de ne pas stigmatiser les enfants en bas âge, de ne pas leur faire croire qu'ils sont différents. Cela les aide à réussir plus tard et cela leur permet de travailler à l'école en étant correctement alimentés. Cela a été prouvé maintes et maintes fois.

S'il y avait une stratégie au niveau fédéral, pour garantir que cela soit disponible dans tout le Canada, cela serait fantastique concernant la nourriture.

Mme Kirsty Duncan: J'aimerais poursuivre là-dessus, si possible. Quelque 169 autres pays nourrissent les enfants. Les États-Unis ont un programme national de petits déjeuners ou de déjeuners depuis les années 1940. Le Canada ne le fait pas. Il est inadmissible qu'un enfant aille à l'école le ventre vide. Cela influe sur le comportement. Cela influe sur l'enseignement. Cela influe sur la santé, et sur la santé à long terme.

Que pensez-vous, mesdames, de la nécessité de mettre en place un programme national de petits déjeuners ou de déjeuners dans ce pays en parallèle avec un programme national de garderie? Si nous voulons nous assurer d'avoir à l'avenir des adultes en bonne santé, nous devons faire les deux. J'aimerais avoir votre avis sur ce point.

Mme Brenda Thompson: C'est une très bonne idée. La sécurité alimentaire est un sujet majeur au Canada. Trop de programmes de petits déjeuners existants sont financés par les communautés. Ce sont des organisations qui se battent pour ces éternels 5 \$.

Elles ont toutes besoin de financement. Je suis entièrement d'accord avec l'idée qu'il faut un programme national de petits déjeuners, pas seulement dans les écoles mais aussi dans les garderies. Je pense que cela pourrait être prolongé par des programmes à domicile parce que beaucoup de gens pratiquent l'enseignement à domicile pour leurs enfants.

Les Nations Unies ont dit que le Canada a besoin d'un programme de sécurité alimentaire...

• (1640)

Mme Kirsty Duncan: En 1992...

Mme Brenda Thompson: En 1992, et nous voilà en 2014 et rien n'a été fait.

C'est cela en particulier que nous défendons. En tant qu'ancienne chercheuse dans le cadre d'un programme de sécurité alimentaire en Nouvelle-Écosse, je voudrais voir cela aussi sur le plan national. Commençons par les enfants, et voyons si l'on peut faire plus.

Mme Kirsty Duncan: Devons-nous recommander à la fois un programme national de garderie et un programme national de petits déjeuners dans notre rapport?

Mme Brenda Thompson: Oui, tout à fait, ce sont de très bonnes recommandations.

Je voudrais ajouter que, lorsque mes enfants, mes deux filles, étaient dans des garderies subventionnées, on leur servait des petits déjeuners et des déjeuners sains, et comme j'étais mère célibataire à revenu unique, je comptais là-dessus.

Mme Kirsty Duncan: J'aimerais ajouter que nous avons des programmes de vaccination dans les écoles, parce que c'est là que les enfants sont rassemblés. Il en va de même pour l'alimentation.

Mme Brenda Thompson: Oui.

Mme Kirsty Duncan: Merci, je n'ai plus de questions.

[Français]

La présidente: Madame Young — il s'agit bien de Mme Young, cette fois-ci —, vous avez la parole pour cinq minutes.

[Traduction]

Mme Wai Young (Vancouver-Sud, PCC): Je suis vraiment navrée de n'avoir que cinq minutes parce que ce sujet est si important et si vaste. Je veux vous remercier de vous être déplacées pour nous faire part de vos expériences personnelles qui sont même très intimes.

Pour ma part, je suis aussi entrepreneure. Cela fait 18 ans que je possède ma propre firme de conseil. J'ai aussi créé et développé le plus ancien programme de petits déjeuners du Canada. Cela se passe dans le Downtown Eastside de Vancouver, d'où je viens, en Colombie-Britannique.

Je suis également sociologue. C'est mon parcours. J'ai passé 25 ou 30 ans à faire des politiques sociales à tous les niveaux de gouvernement, des municipalités aux provinces en passant par le fédéral, avant d'être élue députée. Je voulais juste dire que la garderie, comme vous le savez tous, est une responsabilité provinciale.

Ce qui a été intéressant dans ce débat, ayant été mère, ayant défendu les droits de mes prochains, ayant travaillé à l'échelon communautaire, ayant élaboré des programmes basistes dans le Downtown Eastside, ayant été mère d'accueil de sept enfants — je suis aussi grand-mère d'accueil dans le Downtown Eastside. J'ai aussi fait de la macropolitique au niveau sociologique par le biais d'un programme de cinq milliard de dollars dans tout le Canada.

Il semble y avoir un jeu intéressant dans lequel, Victoria — si cela ne vous dérange pas que je vous appelle ainsi, madame Lennox — dit que nous devons construire les choses à la base, que nous devons travailler de bas en haut parce c'est comme cela que les gens vont se mobiliser. C'est clairement l'expérience que j'ai eu en développant non seulement des programmes de petits déjeuners, mais aussi des programmes destinés aux jeunes à risque, toutes sortes de programmes pour les localités au Canada.

Deuxièmement, vous dites que le gouvernement fédéral doit forcément jouer un rôle. Nous avons un solide réseau de femmes que la ministre du Travail et ministre de la Condition féminine est en train de bâtir et de diriger. Nous faisons des choses à l'échelon international dans le domaine de la santé de la mère et de l'enfant, ainsi qu'au travers de la journée internationale de la femme organisée par l'ONU, et même au travers de cette étude.

J'aimerais savoir où se situe l'entre-deux? Qu'avons-nous à notre portée? Nous voulons vraiment avancer là-dessus. Nous sommes ravis qu'il y ait autant d'activité, à l'évidence, dans le domaine des femmes en ce qui concerne le développement des affaires, etc. Vous avez raison Victoria. Nous sommes un très grand pays du point de vue géographique avec une très petite population éparpillée sur tout le territoire. Qu'est-ce qui est à notre portée?

Mme Brenda Thompson: Je crois que ce qui est à notre portée c'est le gouvernement national. Les garderies sont de responsabilité provinciale, mais je crois que le gouvernement national peut mobiliser la base et les gouvernements provinciaux en mettant en place des recommandations sur la garde des enfants.

Mme Wai Young: S'agit-il de définir une référence pour les différentes provinces? Par exemple si nous prenons le Québec comme modèle, toutes les autres provinces devraient...

Mme Brenda Thompson: Non, je dirais que chaque province doit prendre en compte ses propres caractéristiques.

Mme Wai Young: Alors cela serait développé et mis en place au niveau provincial? Est-ce bien ce que vous dites?

Mme Brenda Thompson: Oui, mais il devra y avoir des transferts de fonds fédéraux pour la garde d'enfants.

Mme Wai Young: Eh bien, il y a des transferts de fonds fédéraux. Nous avons transféré des fonds vers les provinces...

Mme Brenda Thompson: Mais je voudrais qu'il y en ait davantage parce que je voudrais voir plus de garderies.

Mme Wai Young: Mais les choix que font les provinces pour leurs dépenses et pour leurs priorités relèvent des compétences provinciales.

Mme Brenda Thompson: Oui, cela incombe au TCSPS.

• (1645)

Mme Wai Young: Quoi qu'il en soit, je passe la parole à Laura, s'il vous plaît, car je sais que je n'ai plus beaucoup de temps.

Mme Laura Cattari: Je vous en remercie. Je suis entièrement d'accord.

Les stratégies nationales ont tendance à coordonner les stratégies provinciales. Nous sommes ici pour parler de leadership, et je pense que le gouvernement fédéral pourrait diriger et donner le ton pour présenter quelles sont les attentes et dire si les provinces reçoivent de l'argent et comment elles devraient le dépenser...

Mme Wai Young: Attendez. Les provinces reçoivent de l'argent. Vous ne pouvez pas dire si...

Mme Laura Cattari: Oh, non. Absolument.

Mme Wai Young: Les provinces reçoivent leurs paiements de transfert chaque année. En ce qui concerne Santé Canada, nous avons, ces dernières années, augmenté le financement qui est à son plus haut niveau. Dans les programmes de Condition féminine, là aussi il est à son plus haut niveau. En tant que gouvernement fédéral, nous avons financé cela. Ma question est: qu'est-ce qui se trouve à notre portée?

Peut-être que vous devriez réfléchir un peu à cela et nous allons passer à Victoria parce que je n'ai plus de temps.

La présidente: Il reste une minute pour la réponse, alors s'il vous plaît, madame Cattari, poursuivez si possible ce que vous disiez.

Mme Laura Cattari: Absolument. Merci. Ce que je...

[Français]

La présidente: Attendez un instant.

Madame Sellah, vous voulez dire quelque chose?

Mme Djaouida Sellah: J'aimerais rappeler à ma collègue qu'elle devrait orienter sa question davantage sur la prospérité des femmes que sur les paiements de transfert. En effet, le but de cette réunion est de connaître les défis auxquels font face les femmes en entrepreneuriat.

La présidente: Merci.

[Traduction]

Mme Wai Young: Il me semble que le témoin a fait une affirmation que je voudrais éclaircir. Je lui ai posé une question très précise, alors répondez s'il vous plaît...

La présidente: Madame Young, il reste une minute pour la réponse. Je crois que ce à quoi vous faisiez allusion c'est peut-être ce que voudrait dire le témoin, à savoir que des fonds pourraient être réservés et peut-être...

Mme Wai Young: Laissez-lui répondre à la question, s'il vous plaît.

La présidente: Un moment, je vous prie...

Madame Cattari.

Mme Laura Cattari: Je suis d'accord avec les fonds réservés. Ce qui est à notre portée c'est l'égalité des chances et l'élargissement de l'accès à l'éducation. Dans mon cas, je dirige une petite affaire, mais j'ai besoin d'un diplôme d'études postsecondaires dans ce que je fais pour pouvoir gagner des honoraires de consultante suffisants pour me sortir de la pauvreté.

Mme Wai Young: Alors il s'agit surtout d'aide à l'acquisition des compétences, et bien sûr d'enseignement, n'est-ce pas?

Mme Laura Cattari: Sans la barrière de l'emploi à plein temps... je serais toujours malade, pour le restant de mes jours, alors avoir une affaire à mi-temps serait utile si je pouvais avoir accès à des programmes de ce genre.

Mme Wai Young: Le fonds d'aide aux personnes handicapées Jim Flaherty, ce type de choses, serait très utile.

Mme Laura Cattari: Tout à fait.

Mme Wai Young: Merci beaucoup.

Victoria, je ne sais pas s'il nous reste du temps.

Mme Victoria Lennox: Très rapidement, je vais revenir sur le programme de mentorat pour l'entrepreneuriat des femmes, qui peut être coordonné par une organisation comme Startup Canada. C'est à notre portée — c'est peu coûteux, ça a un fort impact, une forte visibilité, c'est bon pour tout le monde. C'est le premier point.

Concernant les liens avec les soins de santé, étant donné le contexte que vous venez d'exposer — c'est bien de le rappeler — je crois que, même en regardant chacune des provinces et la manière dont elles gèrent les soins de santé, cela nous donnerait les informations qui nous permettraient de mobiliser au niveau provincial.

[Français]

La présidente: Merci beaucoup.

Je remercie Mmes Thompson, Cattari et Lennox de leur comparution.

La prochaine réunion aura lieu le mercredi 7 mai.

Le sous-comité va maintenant se réunir.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>